



**NPA**

JEUNES  
NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# WEEK-END NATIONAL de FORMATION

4 et 5 janvier 2014

## Cahier du participant

### SOMMAIRE

I. Programme du week-end	2
II. Extraits de "Encore une fois, ou va la France" de Léon TROTSKY	4
III. "Le gouvernement ouvrier en France" de Léon TROTSKY	8
IV. Chili : une courte chronologie des évènements	10
V. "'L'Octobre rouge chilien" et la naissance des cordons industriels" de Franck GAUDICHAUD	12
VI. Extrait des "Conférences à l'université Sverdlov sur la libération des femmes" d'Alexandra KOLLONTAÏ	14
VII. "La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne" de Léon TROTSKY	18

[www.npa2009.org](http://www.npa2009.org) // [jeunes.npa2009.org](http://jeunes.npa2009.org)  
[contact-jeunes@npa2009.org](mailto:contact-jeunes@npa2009.org)

# I. Programme du week-end

## Samedi :

**9h30-10h:** Accueil

**10h-13h:** Formations en plénier

**La crise politique des années 30 en Europe. Entre montée du fascisme et explosions révolutionnaires.**

Focus sur la France, 1934-1936  
Les années 1930 en Europe, marquées par la décadence du système capitaliste à l'échelle mondiale ont posé aux révolutionnaires les questions stratégiques de la manière la plus brûlante qui soit. La situation de la France entre 1934 et 1936 en est un exemple frappant. Alors que dès 1934 suite à la montée en puissance des ligues fascistes, le prolétariat impose à ses directions le front unique ouvrier et les grèves de masse et fait naître l'espoir révolutionnaire dans le pays ; en juin 1936, la politique stalinienne du Front Populaire vient réduire à néant ces possibilités révolutionnaires et empêcher toute possibilité d'une prise du pouvoir par la classe ouvrière.

**Textes proposés :**

- *"Comment se forme une situation révolutionnaire"*, extrait de *"Encore une fois, ou va la France"* de Léon TROTSKY (p. 4)

- *"La lutte contre le fascisme et la grève générale"*, extrait de *"Encore une fois, ou va la France"* de Léon TROTSKY (p. 5)

- *"Le gouvernement ouvrier en France"*, du 30 novembre 1922 de Léon TROTSKY (p. 8)

**13h-14h30:** Repas

**14h30-16h30:** Ateliers

- **Grèce 1941-1949 : de la résistance au nazisme à la révolution manquée.**

En 1941, l'Allemagne envahit la Grèce, qui devient dès lors un territoire occupé. Comme un peu partout en Europe, la résistance commence rapidement à s'organiser avec à sa tête le KKE, parti communiste grec. Pourtant, à la différence des autres pays européens, la résistance grecque gagne rapidement un important soutien populaire et prend un caractère de masse. Face à cette montée en puissance des communistes, l'Angleterre (très influente en Grèce depuis la fin de l'empire Ottoman) collabore avec le régime nazi pour écraser militairement la résistance. Pourtant, en 1944, suite à la libération, les communistes

se plient aux exigences britanniques, et, alors que les conditions objectives sont réunies pour la victoire, renoncent à prendre le pouvoir, puis perdent la guerre civile qui déchire le pays entre 1946 et 1949. L'exemple méconnu de la Grèce entre 1941 et 1949, illustre parfaitement comment la politique stalinienne de la direction du KKE conduisit à l'anéantissement des possibilités révolutionnaires et en quoi les travailleurs grecs furent sacrifiés pour assurer la défense des intérêts bureaucratiques.

- **Rôle et nature de classe de l'Etat. Bourgeoisie, classe ouvrière, fascisme et grand capital.**

Ce topo reviendra sur la nature et la fonction de classe de l'Etat et son rôle dans différentes périodes historiques, toujours au service de la bourgeoisie.

**Texte proposé :**

- *"La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne"* de Léon TROTSKY, janvier 1932 (p. 18)

- **L'expérience de Solidarnosc dans les années 1980 en Pologne.**

Au mois de juillet 1980, une vague de grève sans précédent se déclenche dans tout la Pologne contre l'inflation et l'augmentation des prix. Ces grèves débouchent sur l'émergence de structures d'auto organisation jamais vues jusqu'alors : comités ouvriers interentreprises, comités de grève élus, négociations avec les représentants de l'état enregistrées et retransmises à l'ensemble des travailleurs etc. Ainsi, dans la République populaire de Pologne des années 80, émerge le premier syndicat indépendant du pouvoir bureaucratique directement issu des luttes des travailleurs : Solidarnosc. Il regroupera jusqu'à 10 millions d'individus et suscitera l'espoir de voir naître une révolution politique antistalinienne dans le pays. Cet espoir sera détruit par la bureaucratie qui se constitue rapidement à l'intérieur du syndicat, dont la principale figure est restée Lech Walesa, qui se qualifiera lui-même de « pompier volant », empêchant l'incendie des luttes d'embraser le pays.

**16h30-17h:** Pause

**17h-19h30:** Formation en plénier

**Expérience du Chili 70-73 : Les mille jours qui ébranlèrent le monde.**

Dans un contexte de montée des luttes ouvrières et de la jeunesse dans le monde entier à partir des années 68, le Chili connaît un processus d'insubordination où la classe ouvrière et la jeunesse déploient toute leur énergie révolutionnaire. Gouvernement de l'Unité Populaire d'Allende, des organes de double pouvoir et offensive

patronale et de la droite en font les traits marquants de la situation. La question du pouvoir, de l'auto-organisation, de la direction politique des opprimé-e-s et de la révolution sociale se posent de manière brûlante et gardent toute leur actualité dans les débats d'aujourd'hui.

**Textes proposés :**

- Une courte chronologie, 1970-1990

- *"L'Octobre rouge chilien" et la naissance des cordons industriels* de Franck GAUDICHAUD, septembre 2013 (p. 12)

## Dimanche :

**9h-12h:** Formation en plénier.

**Qu'est ce que le racisme ? L'expérience des luttes antiracistes des années 80 en France.**

Les années 80 voient émerger en France des luttes nombreuses et massives des travailleurs et des jeunes immigrés. Le contexte est celui de l'exacerbation des violences policières dans les quartiers populaires mais aussi de la montée du FN et des agressions racistes dont 21 assassinats pendant la seule année de 1983. L'emblème de ces luttes est resté la Marche pour l'égalité et contre le racisme de 1983 à laquelle avait participé plus de 100 000 personnes et qui avait constitué la première manifestation nationale antiraciste de l'histoire du pays. A celle-ci, s'ajoute les nombreuses grèves de travailleurs immigrés qui ont lieu dans les usines notamment de l'automobile à cette même période. A travers ces exemples, transparaisent les liens qui unissent racisme et capitalisme et ils démontrent en quoi le premier est indispensable au second, non seulement pour diviser la classe ouvrière, mais aussi pour renforcer le système d'exploitation lui-même et s'assurer une main d'œuvre peu couteuse et ajustable en fonction des besoins de la bourgeoisie.

**12h-13h30:** Repas

**13h30-16h:** Ateliers

- **Les jacobins noirs : la naissance d'Haïti.**

Lien entre lutte de libération nationale et révolution sociale  
En 1789, les deux tiers du commerce extérieur de la France se faisaient avec sa colonie antillaise de Saint-Domingue, laquelle représentait le plus grand marché de la traite européenne des esclaves. La plus grosse colonie du monde, fierté de la France et objet de convoitise de toutes les autres nations impérialistes, faisait partie intégrante de la vie économique d'alors. Tout cet ensemble reposait sur le labeur d'un demi-million d'esclaves. Au mois d'août 1791, après deux ans de Révolution française avec ses répercussions à Saint-Domingue, les esclaves entrèrent en révolte. Leur lutte dura douze ans et aboutit en 1803, à l'instauration de l'État nègre d'Haïti, qui s'est maintenu

jusqu'à nos jours. La transformation des esclaves, qui auparavant tremblaient par centaines face à un seul Blanc, en un peuple capable de s'organiser et de défaire les nations européennes les plus puissantes de l'époque, constitue l'une des avancées majeures qu'amena la Révolution Française, période historique aujourd'hui méconnue par les militants révolutionnaires.

- **Des émeutes de Stonewall à la marche des fiertés : naissance du mouvement LGBT aux USA.**

Les Etats Unis sont le lieu de naissance du mouvement autonome LGBT. Son point de départ est incontestablement les émeutes de Stonewall qui débutent au mois de juin 1969 et qui constituent les premiers affrontements contre le système répressif et de persécution subi par les homosexuels, largement alimenté et soutenu par l'état. Ce topo sera l'occasion d'étudier les évolutions de ce mouvement autonome entre les années 70 et aujourd'hui, à l'heure où les marches des fiertés qui commémorent Stonewall en sont toujours la principale manifestation mais où l'existence d'un réel mouvement autonome de masse et combattif n'est malheureusement plus une actualité.

- **La lutte des ouvrières de Ford pour l'égalité des salaires.**

En 1968 éclate une grève à l'usine de Dagenham, menée exclusivement par les ouvrières, exigeant l'égalité des salaires. Une lutte édifianche, permettant de discuter de la place des femmes dans les organisations du mouvement ouvrier et également d'illustrer le lien entre lutte contre les oppressions spécifiques et lutte de classe. Egalement, elle permet de discuter comment la participation et l'auto-organisation des femmes dans le cadre d'une grève d'ampleur et symbolique permet de faire avancer les conscience et d'imposer leur participation et leur revendications au reste du mouvement ouvrier.

**Texte proposé :**

- *"VIII<sup>e</sup> conférence - Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse dans la lutte de classe"*, extrait des *«Conférences à l'université de Sverdlov»* de Alexandra KOLLONTAÏ, 1921 (p. 14)

**16h-16h30:** Retour en plénier

## II. Extraits de “Encore une fois, ou va la France” de Léon TROTSKY

### I) COMMENT SE FORME UNE SITUATION REVOLUTIONNAIRE ? (extraits)

Comment la bourgeoisie apprécie-t-elle la situation ?

*Le déclin du capitalisme, avec le degré extraordinairement élevé des forces productives, est la prémisse économique de la révolution socialiste. Sur cette base se déroule la lutte des classes. Dans la lutte vive des classes se forme et mûrit une situation révolutionnaire.*

Comment la *grande bourgeoisie*, maîtresse de la société contemporaine, apprécie-t-elle la situation actuelle, et comment agit-elle ? Le 6 février 1934 ne fut inattendu que pour les organisations ouvrières et la petite bourgeoisie. Les centres du grand capital participaient depuis longtemps au complot, avec le but de substituer par la violence au parlementarisme le bonapartisme (régime «personnel»). Cela veut dire: les banques, les trusts, l'état-major, la grande presse jugeaient le danger de la révolution si proche et si immédiat qu'ils se dépêchèrent de s'y préparer par un «petit» coup d'Etat.

Deux conclusions importantes découlent de ce fait : 1) les capitalistes, dès avant 1934, jugeaient la situation comme révolutionnaire ; 2) Ils ne restèrent pas à attendre passivement le développement des événements, pour recourir à la dernière minute à une défense «légale», mais ils prirent eux-mêmes l'initiative, en faisant descendre leurs bandes dans la rue. La grande bourgeoisie a donné aux ouvriers une leçon inappréciable de stratégie de classe!

*L'Humanité* répète que le «front unique» a chassé Doumergue. Mais, c'est, pour parler modérément, une fanfaronnade creuse. Au contraire, si le grand capital a jugé possible et raisonnable de remplacer Doumergue par Flandin, c'est uniquement parce que le Front unique, comme la bourgeoisie s'en est convaincue par l'expérience, ne représente pas encore un danger révolutionnaire immédiat: «Puisque les terribles chefs de l'Internationale communiste, malgré la situation dans le pays, ne se préparent pas à la lutte, mais tremblent de peur, cela veut dire qu'on peut attendre pour passer au fascisme. Inutile de forcer les événements et de compromettre prématurément les radicaux, dont on peut encore avoir besoin.» C'est ce que disent les véritables maîtres de la situation. Ils maintiennent l'union nationale et ses décrets bonapartistes, ils mettent le Parlement sous la terreur, mais ils laissent se reposer Doumergue. Les chefs du capital ont apporté ainsi une certaine correction à leur appréciation primitive, en reconnaissant que la situation n'est pas immédiatement révolutionnaire, mais prérévolutionnaire.

Seconde leçon remarquable de stratégie de classe! Elle

montre que même le grand capital, qui a à sa disposition tous les leviers de commande, ne peut apprécier d'un seul coup *a priori* et infailliblement la situation politique dans toute sa réalité : il entre en lutte et dans le processus de la lutte, sur la base de l'expérience de la lutte, il corrige et précise son appréciation. Tel est en général le seul moyen possible de s'orienter en politique exactement et en même temps activement.

Et les chefs de l'Internationale communiste ? A Moscou, à l'écart du mouvement ouvrier français, quelques médiocres bureaucrates, mal renseignés, en majorité ne lisant pas le français, donnent à l'aide de leur thermomètre le diagnostic infaillible : «La situation n'est pas révolutionnaire.» Le Comité central du Parti communiste français est tenu, en fermant yeux et oreilles, de répéter cette phrase creuse. La voie de l'Internationale communiste est la voie la plus courte vers l'abîme !

Le sens de la capitulation des radicaux.

Le *parti radical* représente l'instrument politique de la *grande bourgeoisie*, qui est le mieux adapté aux traditions et aux préjugés de la *petite bourgeoisie*. Malgré cela, les chefs les plus responsables du radicalisme, sous le fouet du capital financier, se sont humblement inclinés devant le coup d'Etat du 6 février, dirigé immédiatement contre eux. Ils ont reconnu ainsi que la marche de la lutte des classes menace les intérêts fondamentaux de la «nation», c'est-à-dire de la bourgeoisie, et se sont vus contraints de sacrifier les intérêts électoraux de leur parti. La capitulation du plus puissant parti parlementaire devant les revolvers et les rasoirs des fascistes est l'expression extérieure de l'effondrement complet de l'équilibre politique du pays. Mais celui qui prononce ces mots dit par cela même: la situation est révolutionnaire ou, pour parler plus exactement, prérévolutionnaire.

La petite bourgeoisie et la situation prérévolutionnaire.

Les processus qui se déroulent dans les masses de la petite bourgeoisie ont une importance exceptionnelle pour apprécier la situation politique. La crise politique du pays est avant tout la crise de la confiance des masses petites bourgeoises dans leurs partis et leurs chefs traditionnels. *Le mécontentement, la nervosité, l'instabilité, l'emportement facile de la petite bourgeoisie* sont des traits extrêmement importants d'une situation prérévolutionnaire. De même que le malade brûlant de fièvre se met sur le côté gauche, la petite bourgeoisie fébrile peut se tourner à droite ou à gauche. Selon le côté vers lequel se tourneront dans la prochaine période les millions de paysans, d'artisans, de petits commerçants, de petits fonctionnaires français, la situation prérévolutionnaire actuelle peut se changer aussi bien en situation révolutionnaire

que contre-révolutionnaire.

L'amélioration de la conjoncture économique pourrait-elle pour longtemps retarder, mais non pas arrêter la différenciation à droite ou à gauche de la petite bourgeoisie. Au contraire, si la crise allait s'approfondissant, la faillite du radicalisme et de tous les groupements parlementaires qui gravitent autour de lui irait à une vitesse redoublée.

Comment peut se produire un coup d'Etat fasciste en France ?

Il ne faut pas toutefois penser que le fascisme doit nécessairement devenir un puissant parti parlementaire, avant qu'il se soit emparé du pouvoir. C'est ainsi que cela se passa en Allemagne, mais en Italie ce fut autrement. Pour le succès du fascisme il n'est pas du tout obligatoire que la petite bourgeoisie ait rompu *préalablement* avec les anciens partis «démocratiques»: il suffit qu'elle ait perdu la confiance qu'elle avait en eux et qu'elle regarde avec inquiétude autour d'elle, en cherchant de nouvelles voies.

Aux prochaines élections municipales, la petite bourgeoisie peut encore donner un nombre très important de ses voix aux radicaux et aux groupes voisins, par l'absence d'un nouveau parti politique, qui réussirait à conquérir la confiance des paysans et des petites gens des villes. Et en même temps un coup de force militaire du fascisme peut se produire, avec l'aide de la grande bourgeoisie, dès quelques mois après les élections et par sa pression attirer à lui les sympathies des couches les plus désespérées de la petite bourgeoisie.

C'est pourquoi ce serait une grossière illusion de se consoler en pensant que le drapeau du fascisme n'est pas encore devenu populaire dans la province et dans les villages. Les tendances antiparlementaires de la petite bourgeoisie peuvent, en s'échappant du lit de la politique parlementaire officielle des partis, soutenir directement et immédiatement un coup d'Etat militaire, lorsque celui-ci deviendra nécessaire pour le salut du grand capital. Un tel mode d'action correspond beaucoup plus à la fois aux traditions et au tempérament de la France.

Les chiffres des élections ont, bien entendu, une importance symptomatique. Mais s'appuyer sur ce *seul* indice serait faire preuve de crétinisme parlementaire. Il s'agit de processus plus profonds, qui, un mauvais matin, peuvent prendre à l'improviste messieurs les parlementaires. Là, comme dans les autres domaines, la question est tranchée non pas par l'arithmétique, mais par la dynamique de la lutte. La grande bourgeoisie n'enregistre pas passivement l'évolution des classes moyennes, mais prépare les tenailles d'acier à l'aide desquelles elle pourra saisir au moment opportun les masses torturées par elle et désespérées.

### III) LA LUTTE CONTRE LE FASCISME ET LA GREVE GENERALE (extraits)

Le programme de l'Internationale communiste et le fascisme.

Le programme de l'Internationale communiste, écrit en 1928, dans la période de déclin théorique de l'I.C., dit : «L'époque de l'impérialisme est l'époque du capitalisme agonisant.» En soi, cette affirmation, formulée bien auparavant par Lénine, est absolument indiscutable et a une importance décisive pour la politique du prolétariat à notre époque. Mais les auteurs du programme de l'Internationale communiste n'ont absolument pas compris la thèse mécaniquement adoptée par eux sur le capitalisme agonisant ou pourissant. Cette incompréhension apparut d'une façon particulièrement claire dans la question la plus brûlante pour nous: le fascisme.

Le programme de l'Internationale communiste dit à ce sujet : «A coté de la social-démocratie, qui aide la bourgeoisie à étouffer le prolétariat et à endormir sa vigilance, apparaît le fascisme.» L'Internationale communiste n'a pas compris que la mission du fascisme n'est pas d'agir à côté de la social-démocratie, mais d'écraser toutes les anciennes organisations ouvrières, y compris les organisations réformistes. La tâche du fascisme, c'est, selon les termes du programme, d'«anéantir les couches communistes du prolétariat et leurs cadres dirigeants». Le fascisme ne menacerait absolument pas la social-démocratie et les syndicats réformistes; au contraire, la social-démocratie elle-même jouerait de plus en plus un «rôle fasciste». Le fascisme ne ferait que compléter l'oeuvre du réformisme, en agissant «à côté de la social-démocratie».

Nous citons non pas l'article de quelconques Thorez ou Duclos qui se contredisent à chaque pas, mais le document fondamental de l'Internationale communiste, son programme. (Voir chapitre 11, paragraphe 3 : «La crise du capitalisme et le fascisme») Nous avons là devant nous tous les éléments fondamentaux de la théorie du social-fascisme. Les chefs de l'Internationale communiste n'ont pas compris que le capitalisme pourissant ne peut plus s'accommoder de la social-démocratie la plus modérée et la plus servile, ni en tant que parti au pouvoir ni en tant que parti dans l'opposition. Le fascisme est appelé à prendre place non pas «à côté de la social-démocratie» mais sur ses os. C'est précisément de là que vinrent la possibilité, la nécessité et l'urgence du front unique. Mais la malheureuse direction de l'Internationale communiste n'a tenté d'appliquer la politique du front unique que dans la période où celle-ci n'était pas imposée à la social-démocratie. Dès que la situation du réformisme fut ébranlée et que la social-démocratie tomba sous les coups, l'Internationale communiste se refusa au front unique. Ces gens ont le fâcheux penchant de mettre un manteau en été et d'aller en hiver sans même une feuille de vigne !

Malgré l'expérience instructive de l'Italie, l'Internationale communiste a inscrit sur son drapeau l'aphorisme génial de Staline: «La social-démocratie et le fascisme ne sont

pas des antipodes, mais des jumeaux.» C'est la principale cause de la défaite du prolétariat allemand. Certes, dans la question du front unique, l'I.C. a accompli un brusque tournant: les faits se sont trouvés plus puissants que le programme. Mais le programme de l'Internationale communiste n'a été ni supprimé, ni modifié. Ses erreurs fondamentales n'ont pas été expliquées aux ouvriers. Les chefs de l'Internationale communiste, qui ont perdu confiance en eux-mêmes, conservent pour tous les cas un pont de retraite vers les positions du «social-fascisme». Cela donne à la politique du Front unique un caractère sans principe, diplomatique et instable.

Les illusions réformistes et stalinienne.

L'incompréhension du sens de la thèse de Lénine sur le «capitalisme agonisant» donne à toute la politique actuelle du Parti communiste français un caractère d'impuissance criarde, complétée par des illusions réformistes. Alors que le fascisme représente le produit organique du déclin capitaliste, les staliniens sont subitement persuadés de la possibilité de mettre fin au fascisme sans toucher aux bases de la société bourgeoise.

Le 6 mars, Thorez écrivait pour la 101<sup>ème</sup> fois dans L'Humanité :

«Afin d'assurer l'échec définitif du fascisme, nous proposons de nouveau au Parti socialiste l'action commune pour la défense des revendications immédiates...»

Tout ouvrier conscient doit bien réfléchir à cette phrase «programmatische». Le fascisme, comme nous le savons, naît de l'union du désespoir des classes moyennes et de la politique terroriste du grand capital. Les «revendications immédiates» ce sont les revendications qui ne sortent pas du cadre du capitalisme. Comment donc, en restant sur le terrain du capitalisme pourrissant, peut-on «assurer l'échec définitif (!)» du fascisme ?

Quand Jouhaux dit: en mettant fin à la crise (ce n'est pas si simple !), nous aurons vaincu par cela même le fascisme, Jouhaux, au moins, est fidèle à lui-même: il garde encore et toujours espoir dans la régénération et le rajeunissement du capitalisme. Or, les staliniens reconnaissent en paroles l'inéluctabilité de la décomposition prochaine du capitalisme. Comment peuvent-ils donc promettre d'assainir la superstructure politique, en assurant l'échec définitif du fascisme, et en même temps laisser intacte la base économique pourrissante de la société ?

Pensent-ils que le grand capital peut à sa guise faire tourner la roue de l'histoire en arrière et se mettre de nouveau sur la voie des concessions et des «réformes»? Croient-ils que la petite bourgeoisie peut être sauvée, à l'aide de «revendications immédiates» de la ruine croissante, du déclassé et du désespoir? Comment accorder alors ces illusions trade-unionistes et réformistes avec la thèse sur le capitalisme agonisant?

Prise dans son plan théorique, la position du Parti communiste représente, comme nous le voyons, l'absurdité la plus complète. Regardons comment apparaît cette posi-

tion à la lumière de la lutte pratique.

La lutte pour les revendications immédiates et le fascisme.

Le 28 février, Thorez exprimait dans les termes suivants la même idée centrale et radicalement fautive de la politique actuelle du Parti communiste :

«Pour battre définitivement le fascisme, il faut de toute évidence enrayer l'offensive économique du capital contre le niveau de vie des masses travailleuses.»

Pourquoi la milice ouvrière? Pourquoi une lutte directe contre le fascisme ? Il faut tendre à élever le niveau de vie des masses et le fascisme disparaîtra comme par enchantement.

Hélas! dans ces lignes, toute la perspective de la lutte prochaine est complètement défigurée, les relations réelles sont mises la tête en bas. Les capitalistes viennent au fascisme non pas selon leur bon plaisir, mais par nécessité: ils ne peuvent plus conserver la propriété privée des moyens de production qu'en menant l'offensive contre les ouvriers, en renforçant l'oppression, en semant autour d'eux la misère et le désespoir. Craignant en même temps la riposte inévitable des ouvriers, les capitalistes, par l'entremise de leurs agents, excitent la petite bourgeoisie contre le prolétariat, en accusant celui-ci de rendre la crise plus longue et plus profonde, et financent les bandes fascistes pour écraser les ouvriers.

Si la riposte des ouvriers à l'offensive du capital se renforce demain, si les grèves deviennent plus fréquentes et plus importantes, le fascisme, à l'encontre des paroles de Thorez, ne disparaîtra pas, mais au contraire grandira deux fois plus. La croissance du mouvement gréviste provoquera une mobilisation des briseurs de grève. Tous les bandits «patriotes» entreront dans le mouvement. Des attaques quotidiennes contre les ouvriers viendront à l'ordre du jour. Fermer les yeux là-dessus, c'est aller à une perte assurée.

Est-ce à dire, répliqueront Thorez et consorts, qu'il ne faut pas riposter ? (Et suivront à notre adresse les injures habituelles, par-dessus lesquelles nous passerons, comme par-dessus une flaque d'eau sale.) Non, il est nécessaire de riposter. Nous n'appartenons nullement à l'école qui pense que le meilleur moyen de sauvegarde est le silence, la retraite, la capitulation. «Ne provoquez pas l'ennemi!», «Ne vous défendez pas!», «Ne vous armez pas!», «Couchez-vous sur le dos, les quatre pattes en l'air!» Il faut chercher les théoriciens de cette école stratégique non pas chez nous, mais à la rédaction de L'Humanité ! Il est nécessaire au prolétariat de riposter s'il ne veut pas être écrasé. Mais alors aucune illusion réformiste et pacifiste n'est admissible. La lutte sera féroce. Il faut prévoir d'avance les conséquences inévitables de la riposte et s'y préparer.

Par son offensive actuelle, la bourgeoisie donne un caractère nouveau, incomparablement plus aigu, à la relation entre la situation économique et la situation sociale du capitalisme pourrissant. Exactement de même les ouvriers

doivent aussi donner à leur défense un caractère nouveau, qui réponde aux méthodes de l'ennemi de classe. En se défendant contre les coups économiques du capital, il faut savoir défendre en même temps ses organisations contre les bandes mercenaires du capital. Il est impossible de le faire autrement qu'à l'aide de la milice ouvrière. Aucune affirmation verbale, aucun cri, aucune injure de L'Humanité ne pourront infirmer cette conclusion. En particulier à l'adresse des syndicats il est nécessaire de dire: camarades, vos locaux et vos journaux seront saccagés, vos organisations réduites en poussière, si vous ne passez pas immédiatement à la création de détachements de défense syndicale («milice syndicale»), si vous ne démontrez pas en fait que vous ne céderez pas au fascisme un seul pouce sans combat.

La préparation de la grève générale.

Le Comité central du Parti communiste propose pour la lutte contre la législation bonapartiste de Doumergue-Flandin, la grève générale. Nous sommes pleinement d'accord avec cela. Mais nous exigeons que les chefs des organisations ouvrières comprennent eux mêmes et expliquent aux masses ce que signifie dans les conditions actuelles la grève générale et comment il faut s'y préparer.

Déjà une simple grève économique exige d'ordinaire une organisation de combat, en particulier des piquets. Dans les conditions de l'exacerbation actuelle de la lutte des classes, de provocation et de terreur fascistes, une sérieuse organisation de piquets est la condition vitale de tout conflit économique important. Imaginons, pourtant, que quelque chef de syndicat déclare: «Il ne faut pas de piquets, c'est une provocation, il suffit de l'autodéfense des grévistes !» N'est-il pas évident que les ouvriers devraient conseiller amicalement à un tel «chef» d'aller à l'hôpital, sinon directement dans un asile d'aliénés. C'est que les piquets représentent précisément l'organe le plus important de l'autodéfense des grévistes !

Etendons ce raisonnement à la grève générale. Nous avons en vue non pas une simple manifestation, ni une grève symbolique d'une heure ou même de 24 heures, mais une opération de combat, avec le but de contraindre l'adversaire à céder. Il n'est pas difficile de comprendre quelle exacerbation terrible de la lutte des classes signifierait la grève générale dans les conditions actuelles ! Les bandes fascistes surgiraient de toutes parts comme des champignons après la pluie et tenteraient de toutes leurs forces d'apporter le trouble, la provocation et la désagrégation dans les rangs grévistes. Comment pourrait-on préserver la grève générale de victimes superflues et même d'un complet écrasement sinon à l'aide de détachements de combat ouvriers sévèrement disciplinés ? La grève générale est une grève partielle généralisée. La milice ouvrière est le piquet de grève généralisé. Seuls des bavards et des fanfarons misérables peuvent dans les conditions actuelles jouer avec l'idée de la grève générale, en se refusant en même temps à un travail opiniâtre pour la création de la milice ouvrière !

Les masses veulent-elles lutter ?

Est-il vrai pourtant qu'il ne manque que la direction révolutionnaire ? N'y a-t-il pas une grande force de conservatisme dans les masses elles-mêmes, dans le prolétariat ? Des voix s'élèvent de différents côtés. Et ce n'est pas étonnant! Quand approche une crise révolutionnaire, de nombreux chefs, qui craignent les responsabilités, se cachent derrière le pseudo-conservatisme des masses. L'histoire nous enseigne que quelques semaines et même quelques jours avant l'insurrection d'octobre, des bolcheviks marquants comme Zinoviev, Kamenev, Rykov (de certains comme Losovsky, Manouilsky, etc., inutile de parler) affirmaient que les masses étaient fatiguées et ne voulaient pas se battre. Et pourtant Zinoviev, Kamenev et Rykov, comme révolutionnaires, étaient cent coudées au-dessus des Cachin, Thorez et Monmousseau.

Celui qui dit que notre prolétariat ne veut ou n'est pas capable de mener la lutte révolutionnaire, celui-là lance une calomnie, en reportant sa propre mollesse et sa propre lâcheté sur les masses laborieuses. Jusqu'à maintenant il n'y a eu aucun cas ni à Paris ni en province où les masses soient restées sourdes à l'appel d'en-haut.

Le plus grand exemple est la grève générale du 12 février 1934. Malgré la complète division de la direction, l'absence de toute préparation sérieuse, les efforts tenaces des chefs de la C.G.T. de réduire le mouvement au minimum, puisque ne pouvant pas l'éviter complètement, la grève générale eut le succès le plus grand qu'elle pût avoir dans les conditions données. C'est clair: les masses voulaient combattre. Tout ouvrier conscient doit se dire: la pression de la base doit être bien puissante, si Jouhaux lui-même est sorti pour un moment de l'immobilité. Certes, il ne s'agissait pas d'une grève générale au sens propre, mais seulement d'une manifestation de 24 heures. Mais cette limitation ne fut pas apportée par les masses : elle fut dictée d'en haut.

La manifestation de la place de la République, le 10 février de cette année, confirme la même conclusion. Le seul instrument qu'aient utilisé les centres dirigeants pour la préparation fut la lance de pompiers. Le seul mot d'ordre que les masses entendirent fut: Chut! Chut! Et, néanmoins, le nombre des manifestants dépassa toutes les attentes. En province, la chose s'est présentée et se présente dans la dernière année absolument de la même façon. Il est impossible d'apporter un seul fait sérieux qui témoignerait que les chefs veulent lutter et que les masses se refuseraient à les suivre. Toujours et partout, on observa un rapport absolument inverse. Il garde toute sa force encore aujourd'hui. La base veut lutter, les sommets freinent. C'est là le principal danger et il peut aboutir à une véritable catastrophe.

**Léon TROTSKY**

*Encore une fois, où va la France ?, mars 1935*

### III. “Le gouvernement ouvrier en France” de Léon TROTSKY

Le gouvernement ouvrier est une formule algébrique, c'est-à-dire une formule aux termes de laquelle ne correspondent pas des valeurs numériques fixes. D'où ses avantages et aussi ses inconvénients.

Ses avantages consistent en ce qu'elle embrasse jusqu'aux ouvriers qui ne se sont pas encore élevés à l'idée de dictature du prolétariat et à la compréhension de la nécessité d'un parti directeur.

Ses inconvénients, conséquences de son caractère algébrique, consistent en ce qu'on peut lui attribuer un sens purement parlementaire qui, pour la France, serait pratiquement le moins réel et idéologiquement le plus dangereux que l'on puisse imaginer.

Léon Blum pourrait dire : « Nous acceptons le gouvernement ouvrier. Au moment où la classe ouvrière constituera une majorité parlementaire, nous serons prêts à former un gouvernement ouvrier. »

Avec une telle interprétation, il est de toute évidence que le gouvernement ouvrier ne sera jamais instauré en France, car, pratiquement, la politique de Léon Blum, Jouhaux et consorts consiste, en « attendant » cette majorité ouvrière, parlementaire, à faire des blocs avec la bourgeoisie, blocs qui, à leur tour, excluent la possibilité de la formation d'une majorité ouvrière, car ils démembrement et démoralisent la classe ouvrière.

Ainsi donc, le mot d'ordre du gouvernement ouvrier en France n'est pas un mot d'ordre de combinaisons parlementaires : c'est le mot d'ordre d'un mouvement massif du prolétariat, se libérant complètement des combinaisons parlementaires avec la bourgeoisie, s'opposant lui-même à la bourgeoisie et opposant l'idée de son propre gouvernement à toutes les combinaisons gouvernementales bourgeoises. De la sorte, cette formule algébrique est, dans son essence, profondément révolutionnaire.

Mais, dira-t-on, c'est précisément parce qu'elle est révolutionnaire et non parlementaire qu'elle sera comme telle rejetée par les dissidents et les ouvriers qui la suivent ? C'est possible. Mais si nous savons exploiter habilement pour l'agitation notre mot

d'ordre, les ouvriers dissidents qui l'auront repoussé une fois ne pourront le repousser une deuxième.

Nous leur dirons : « Vous êtes pour la démocratie et pour une majorité parlementaire. Nous ne vous empêcherons pas de constituer une majorité ouvrière au Parlement. Au contraire, nous vous y aiderons par tous les moyens. Mais, pour cela, il faut mettre sur pied la totalité de la classe ouvrière. Il faut l'intéresser; il faut lui donner un mot d'ordre capable de l'unifier et de la fortifier. Ce mot d'ordre ne peut être que celui du gouvernement ouvrier, opposé à toutes les combinaisons bourgeoises et à toutes les coalitions. De la sorte, pour créer une majorité ouvrière au Parlement, il faut soulever dans la classe ouvrière et dans les masses paysannes un puissant mouvement sous le mot d'ordre du gouvernement ouvrier. » Voilà comment, du point de vue de l'agitation, il faut poser la question par rapport aux dissidents et aux ouvriers réformistes, etc. Cette façon de poser la question est juste, politiquement et pédagogiquement.

Mais le gouvernement ouvrier est-il réalisable en France sous une autre forme que celle de la dictature communiste et, si oui, sous quelle forme est-il réalisable ?

Dans certaines conjonctures politiques, il est parfaitement réalisable, et il constitue même une étape inévitable dans le développement de la révolution [1].

En effet, si l'on suppose qu'un puissant mouvement ouvrier dans le pays, lors d'une violente crise politique, amène des élections donnant la majorité aux dissidents et aux communistes, ainsi qu'aux groupes intermédiaires et sympathisants, et que l'état des masses ouvrières ne permette pas aux dissidents de faire bloc avec la bourgeoisie contre nous, il sera possible, dans ces conditions, de former un gouvernement ouvrier de coalition qui constituerait une transition nécessaire vers la dictature révolutionnaire du prolétariat [2]. Il est très possible, il est même probable, qu'un tel mouvement, se déroulant sous le mot d'ordre de gouvernement ouvrier, n'aura pas le temps de trouver son expression dans une majorité parlementaire, soit parce que le temps fera défaut pour de nouvelles élections, soit parce que le gouvernement bourgeois tentera d'écarter ce danger en

recourant aux méthodes de Mussolini. Sur le terrain de la résistance à l'attaque fasciste, la partie réformiste de la classe ouvrière pourra être entraînée par la partie communiste dans la voie de la formation d'un gouvernement ouvrier par des moyens extra-parlementaires. Dans cette hypothèse, la situation révolutionnaire serait encore plus claire que dans la première.

Accepterons-nous, dans ce dernier cas, une coalition gouvernementale avec les dissidents ? Nous l'accepterons : il s'avère qu'ils ont encore de l'influence sur une partie considérable de la classe ouvrière qui les forcera à se détacher de la bourgeoisie. Serons-nous alors assurés contre toute trahison de la part de nos alliés au gouvernement ? Pas le moins du monde. Tout en effectuant avec eux, au gouvernement, le travail révolutionnaire initial, nous devons les surveiller avec autant de vigilance que nous surveillerions un ennemi, nous devons consolider sans cesse nos positions politiques et notre organisation, conserver notre liberté de critique à l'égard de nos alliés et les affaiblir en présentant sans cesse de nouvelles propositions qui les désagrègent en détachant d'eux à leur droite des éléments de plus en plus nombreux.

Quant à la partie prolétarienne des dissidents, dans les conditions indiquées ci-dessus, elle se fondra peu à peu dans les rangs communistes.

Telles sont quelques-unes des possibilités de réalisation effective de l'idée du gouvernement ouvrier au cours du développement de la révolution. Mais, à l'heure actuelle, c'est précisément par son caractère algébrique que cette formule est politiquement importante pour nous. En ce moment, elle généralise toute la lutte pour les revendications immédiates, elle la généralise non seulement pour les ouvriers communistes, mais pour les grandes masses non encore adhérentes au communisme en les rattachant, en les unissant aux communistes par l'unité d'une tâche commune. Cette formule couronne la politique du Front unique. Dans chaque grève qui se brise face à la résistance du gouvernement et de la police, nous dirons : « Il n'en serait pas ainsi si, au lieu des bourgeois, c'étaient des représentants des ouvriers qui étaient au pouvoir. » A l'occasion de chaque mesure législative dirigée contre les ouvriers, nous dirons : « Il n'en aurait pas été ainsi si tous les ouvriers s'étaient réunis contre tous les bourgeois, s'ils avaient créé leur gouvernement ouvrier. »

L'idée est simple, claire, convaincante. Sa force réside en ce qu'elle se trouve dans le sens du développement historique. C'est précisément pour cela qu'elle comporte les plus grandes conséquences révolutionnaires [3].

Léon TROTSKY

*Le gouvernement ouvrier en France*, 30 novembre 1922

#### Notes

[1] *La question de savoir si le « gouvernement ouvrier » - formule remplacée quelques mois plus tard par celle de « gouvernement ouvrier et paysan » - pouvait se réaliser sous une autre forme que celle de la dictature communiste devait être âprement discutée tout au long de l'année 1923 dans l'Internationale, et particulièrement dans le P.C. allemand. La « gauche » de Ruth Fischer soutenait en effet contre les autres tendances et contre l'I.C. que le « gouvernement ouvrier » authentique ne pouvait être qu'un pseudonyme de la dictature du prolétariat, et elle condamnait comme « opportuniste » toute autre conception du « gouvernement ouvrier ».*

[2] *A l'automne 1923, les communistes allemands qui détenaient, avec les socialistes de gauche, la majorité absolue dans les Landtag de Saxe et de Thuringe, entrèrent dans des gouvernements de coalition socialistes-communistes que la propagande de l'I.C. salua comme des « gouvernements ouvriers ». Ces gouvernements, éphémères, furent ultérieurement stigmatisés à Moscou comme le résultat des « manœuvres opportunistes » de la droite allemande - mais seulement après la défaite de l'opposition en U.R.S.S. et la prétendue « bolchévisation de l'I.C. ».*

[3] *En fait, le mot d'ordre de « gouvernement ouvrier », couronnement de la stratégie du « Front unique ouvrier », ne devait plus guère faire l'objet, après l'année 1923, d'une campagne systématique de la part des partis communistes, qui abandonnèrent rapidement le « Front unique ». A partir du « Front populaire », il ne sera plus question que de « gouvernement démocratique » ou de « gouvernement du peuple ».*

## IV. Chili : une courte chronologie des événements

1970

•4 sept. : élection présidentielle. Salvador Allende Gossens, membre du Parti socialiste chilien, candidat de l'Unité populaire (UP, coalition électorale créée en 1969 par les partis de gauche), obtient 36,3% des voix, contre les candidats du Partido nacional (droite) et du Partido Demócrata Cristiano (Démocratie chrétienne, PDC).

5 sept.-24 oct. : période de troubles au cours de laquelle tout est mis en oeuvre pour barrer la route à S. Allende, y compris par les Etats-Unis, fermement opposés à l'arrivée au pouvoir d'un socialiste.

•4 nov. : S. Allende, investi président, forme un gouvernement de l'Unité populaire

•déc. : premières expropriations de latifundios (grandes propriétés terriennes) 1971

•succès des premières mesures économiques et sociales du gouvernement de l'UP. Le PIB augmente (8,3%), ainsi que la production industrielle et la consommation, le chômage régresse. L'UP remporte les élections municipales du 4 avr.

•11 juil. : nationalisation des mines de cuivre, des principales ressources naturelles du pays et de plusieurs banques. Face à la décision de ne pas indemniser les compagnies nord-américaines, les Etats-Unis menacent de suspendre l'aide économique au Chili, leur politique visera désormais à asphyxier l'économie chilienne.

•21 oct. : l'écrivain chilien Pablo Neruda reçoit le Prix Nobel de littérature.

•les politiques de l'UP se heurtent à l'opposition de la droite dont les actions, de 1971 à 1973, seront souvent menées hors de toute légalité.

1 déc. : 1ère manifestation des «casseroles vides» : des femmes encadrées par le mouvement d'extrême-droite Patria y Libertad protestent contre la pénurie alimentaire.

1972

•21 mars : publication d'une correspondance secrète entre la ITT Corporation et la CIA, qui met en évidence une conspiration visant à renverser le gouvernement chilien.

•11 avr. : une manifestation organisée par la droite à Santiago réunit 200.000 personnes, encadrées à nouveau par les milices de Patria y Libertad ; d'autres groupes fascistes apparaissent petit à petit.

•1972-1973 : le déclin progressif de l'économie en-

gendre des grèves à répétition et une opposition croissante à la politique du gouvernement Allende.

•10 oct.-6 nov.: grève générale lancée par la Confédération nationale des transports.

L'objectif de l'opposition est de désorganiser la production et la distribution. En réponse, mobilisation sans précédent des travailleurs pour limiter les effets des grèves patronales et maintenir la production et la distribution.

•3 nov. : remaniement du gouvernement, dans lequel entrent plusieurs militaires. Le général Prats, Commandant en chef des forces armées, devient ministre de l'Intérieur.

1973

•4 mars : l'opposition remporte les élections législatives.

•mai-juin : grève des mineurs de la mine El Teniente. Proclamation de l'Etat d'urgence.

•29 juin : Tanquetazo, tentative de coup d'Etat : soulèvement d'un régiment de blindés. La révolte est réprimée par le général Prats et les forces armées légalistes.

•juil.-août : nouvelle grève des camionneurs (soutenue par la CIA) qui paralyse le pays. La Chambre des députés vote une motion de censure contre le gouvernement. Le général Prats, contraint de démissionner, est remplacé par le général A. Pinochet.

•11 sept. : coup d'Etat militaire

Le général Pinochet lance l'assaut à Santiago. Le palais présidentiel de la Moneda est bombardé. Le président Allende refuse de négocier avec les militaires et meurt

durant l'assaut.

Une junte militaire exerce le pouvoir suprême, proclame la déchéance du gouvernement, dissout le Congreso nacional et s'attribue le pouvoir législatif.

L'«Etat de guerre interne» est déclaré, le couvre-feu instauré, la liberté de la presse supprimée, la censure établie.

•12 sept. : le Stade national, à Santiago, devient centre de détention de masse. Environ 7.000 personnes sont arrêtées. Nombre d'entre elles seront torturées et tuées.

•13 sept. : le général Pinochet est nommé président de la junte. La Constitution est suspendue, les partis politiques déclarés illégaux, les syndicats supprimés.

•des centres de torture sont créés. La répression s'abat de façon systématique sur les dirigeants, les membres et les sympathisants des partis et syndicats de gauche. L'opposition au nouveau régime est écrasée.

•23 sept. : Pablo Neruda meurt à Santiago. Ses obsèques deviennent la première manifestation publique de protestation contre la terreur qui s'installe.

•oct. : série d'exécutions sommaires, connue sous le nom de «caravane de la mort».

1974

•1er juin : création officielle de la Direction nationale du renseignement (DINA), police politique de la dictature.

•20 juin : par décret, A. Pinochet devient «Chef suprême de la nation».

•30 sept. : assassinat par des agents de la DINA, à Buenos Aires, du général Prats.

•mise en place d'une politique économique et sociale ultra-libérale inspirée par les «Chicago boys», groupe d'économistes formés à l'université de Chicago.

1975

•création, dans le Cône Sud de l'Amérique latine, de l'Opération Condor, système de répression et de terreur regroupant les services de renseignement de 6 dictatures militaires : Argentine, Bolivie, Brésil, Chili, Paraguay, Uruguay.

1976

•21 sept. : assassinat à Washington d'Orlando Letelier, ambassadeur du Chili aux Etats-Unis en 1971, puis ministre de S. Allende, marquant un tournant dans les relations américano-chiliennes.

1977

•5 déc. : l'Assemblée générale de l'ONU condamne les violations des droits de l'homme au Chili.

1978

•4 janv. : référendum pour légitimer le régime et amener le peuple chilien à rejeter la résolution de l'ONU, qui se tient dans une atmosphère de répression violente.

•19 avr. : loi d'amnistie destinée à absoudre les crimes commis par l'armée et la police entre le 11 sept. 1973 et le 10 mars 1978.

1980

•11 sept. : référendum sur une nouvelle Constitution, destinée entre autres à donner au général Pinochet un mandat de 8 ans en tant que président du Chili.

Accusations de fraude électorale par l'opposition. La Constitution entre en vigueur le 11 mars 1981. A. Pinochet prête alors serment comme nouveau président.

1983-...

•La crise économique entraîne une crise sociale, la base sociale du régime s'effrite.

•18 nov. : manifestation unitaire dans le parc O'Higgins de Santiago (plus d'un demi-million de personnes). L'année 1983 marque le début d'une série de mouvements de protestation et de revendications populaires, qui se poursuivront au cours des années suivantes. Reconstruction progressive d'une opposition au régime. La terreur redoublable.

1988

•2 fév. : création de la Concertation des partis pour le non, qui regroupe 14 partis politiques opposés au maintien au pouvoir d'A. Pinochet.

•5 oct. : référendum national, conformément à la Constitution de 1980, sur la candidature du général Pinochet à la présidence. L'opposition l'emporte avec 54,6% des suffrages.

•la Concertation des partis pour le non prend le nom de Concertation des partis pour la Démocratie (CCPD) et présente un candidat unique aux élections présidentielle et législatives de déc. 1989. A. Pinochet reste au pouvoir jusqu'à cette date.

1989

•14 déc. : Patricio Aylwin, candidat de la CCPD, remporte l'élection présidentielle avec 55,2% des suffrages. La CCPD obtient 72 des 120 sièges à la Chambre des députés, et 22 des 38 sièges au Sénat. Le 11 mars 1990, P. Aylwin devient Président du Chili.

## V. “L’Octobre rouge chilien” et la naissance des cordons industriels” de Franck GAUDICHAUD

Héritière d’une tradition de lutte autonome et poussée par la radicalisation du mouvement social urbain et paysan au cours de la présidence de Salvador Allende (1970-1973), une partie de la classe ouvrière chilienne va donner naissance à un mouvement original, tant par son ampleur que par ses tentatives de contrôle démocratique de la production, du ravitaillement ou de la sécurité des quartiers. Au cours des affrontements d’octobre 1972 (lire notre chronologie) et des grandes mobilisations de 1973, les revendications purement économiques s’articulent avec les demandes politiques de certaines fractions ouvrières radicalisées : cette rencontre se traduit par la formation des « cordons industriels ».

L’« octobre chilien » est marqué par une offensive des classes dominantes qui passent de l’affrontement feutré sur les bancs du Parlement à l’occupation de la rue, la grève politique et le boycott économique généralisé. Parti d’un conflit corporatiste avec les propriétaires de camions, ce mouvement d’opposition agglomère peu à peu les syndicats patronaux (Sofofa, Confederación de la Producción y del Comercio), du commerce (Confederación del Comercio), de professions indépendantes (avocats, médecins) et des partis d’opposition (démocratie-chrétienne et Parti national), désormais unis sous la bannière de la Confédération démocratique.

Cette épreuve de force à l’échelle nationale a été préparée et appuyée par le gouvernement de Richard Nixon et la CIA (1). En toile de fond, la multiplication d’actions terroristes de la part de groupes d’extrême droite (comme Patria y Libertad) et la pression au niveau parlementaire de l’opposition pour destituer ministres et gouverneurs de province. Afin de rester dans le cadre de la légalité et valider la théorie de la constitutionnalité des forces armées, le gouvernement fait appel aux militaires pour contrôler la situation et décrète l’état d’urgence. La Centrale unique des travailleurs (CUT), seule grande confédération syndicale, appelle également les travailleurs à la vigilance et à participer aux travaux volontaires de ravitaillement, organisés en collaboration avec les camionneurs non-grévistes. Pourtant, c’est essentiellement depuis la base que surgit la réponse à la grève patronale.

L’un des aspects saillants de l’attitude du mouvement populaire est la création, au niveau des princi-

pales zones industrielles et quartiers périphériques du pays, d’organismes unitaires et transversaux, qui fonctionnent sur une base territoriale et permettent la liaison entre les différents syndicats d’un secteur industriel précis ou au sein des organisations de base d’un quartier. Suivant l’ampleur des couches sociales qu’elles parviennent à réunir, leur degré de pouvoir réel et l’orientation que leur donnent les militants présents, ces organisations vont prendre le nom de « Cordons industriels », « Commandos communaux », « Comités coordinateurs ». Au niveau de l’industrie, ces coordinations ouvrières horizontales répondent massivement aux boycotts et lock-out patronaux par une vague d’occupations d’usines, qui entre en adéquation avec la mobilisation au sein des principales entreprises de l’aire de propriété sociale (APS), formée par le secteur économique nationalisé.

Les salariés de cette aire parviennent ainsi à maintenir partiellement la production, en faisant fonctionner les usines sans leur propriétaire, la plupart du temps avec l’aide de peu de cadres et techniciens et sur des bases complètement nouvelles : délibération collective permanente, remise en cause de la division du travail et des rapports sociaux de sexes, rupture partielle des hiérarchies et dominations symboliques, critique de la légitimité du patronat à diriger l’économie. Ils organisent aussi des formes parallèles de ravitaillement direct, notamment avec l’aide des Comités d’approvisionnement et de contrôle des prix (Juntas de abastecimiento y control de precios, JAP), multiplient les brigades de surveillance et de défense des usines...

Ce moment crucial de l’Unité populaire démontre avant tout les capacités de la mobilisation populaire, la profonde décentralisation de l’activité politique et remet ouvertement en question les relations de production. Il existe alors une nette tendance à la rupture avec les schémas traditionnels de la politique. Comme l’écrivait le sociologue Alain Joxe en 1974 : « Le Chili a vécu en octobre une sorte d’énorme utopie d’urgence dont le souvenir ne peut plus s’effacer et que seule la répression la plus sauvage tente aujourd’hui de refouler dans la mémoire collective du peuple. C’est le souvenir d’octobre qui anime les luttes populaires pendant toute l’année 1973. (2) »

Les Cordons industriels sont formés sur la base d’une coordination territoriale de plusieurs dizaines

d’usines et regroupent en majorité des délégués syndicaux des moyennes entreprises, aux côtés de certains représentants des entreprises de l’APS (3).

Les témoignages que nous avons pu recueillir, ainsi que l’examen de la presse et des débats de l’époque, démontrent que malgré une volonté réaffirmée de se structurer par le biais de l’élection systématique de délégués en assemblée et le rejet de la nomination « par en haut » (par les partis), une telle démocratisation n’a jamais été atteinte (même si dans certaines usines, les délégués sont bien élus en assemblée). Ce sont essentiellement des dirigeants syndicaux et des militants du Parti socialiste (PS) et du Mouvement de la gauche révolutionnaire (MIR) qui y participaient et faisaient redescendre l’information dans leur usine, où, souvent, ils se heurtaient à la désapprobation des dirigeants syndicaux communistes.

Pendant la crise d’octobre 1972, à la suite du soulèvement militaire du colonel Souper en juin 1973 (appelé Tancazo ou Tanquetazo), puis après la nouvelle grève patronale de juillet de la même année, ces formes d’organisations populaires vont connaître une extension notable à travers tout le pays. Pour ce qui est des Cordons industriels à Santiago, ce sont les Cordons Cerrillos et Vicuña Mackenna qui joueront le rôle le plus important, mais aux côtés des Cordons O’Higgins, Macul, San Joaquín, Recoleta, Mapocho-Cordillera, Santa Rosa-Gran Avenida, Panamericana-Norte et Santiago Centro. On les trouve également du Nord au Sud du pays : à Arica autour de l’industrie électronique, à Concepción (Cordon Talcahuano), à Antofagasta, Osorno ou encore à Valparaíso (Cordons El Salto, 15 Norte, Quilpué) (4).

Il reste aujourd’hui ardu pour les historiens de connaître le degré de fonctionnement organique de ces Cordons, leur nombre exact et leur représentativité réelle des salariés de leur zone de développement. S’il y eut indéniablement levée en masse de nombreux Comités coordinateurs, très peu atteignent le niveau de structuration que l’on a pu constater à Cerrillos, par exemple. Les dirigeants de l’époque tendaient à confondre, à des fins de propagande, le nombre de salariés présents dans la zone industrielle avec ceux qui étaient réellement mobilisés autour de l’idée du Cordon industriel. Ainsi, Armando Cruces, président socialiste du Cordon Vicuña Mackenna, parlait de 80 000 travailleurs prêts à se soulever au moindre appel de la coordination des Cordons (ce qui est tout à fait exagéré si l’on en croit le nombre de travailleurs qui se déplaçait lors des manifestations ou la rapidité avec laquelle s’est déroulé le coup d’Etat).

Certains témoins ou commentateurs donnent une vi-

sion des Cordons déformée : celle d’immenses organisations de masse, extrêmement bien structurées. C’est paradoxalement cette version qui a également été défendue par la junte militaire pour justifier le coup d’Etat contre les « cordons de la mort », décrits comme une dangereuse armée parallèle prête à détruire la République et la Patrie (5). En fait, si de manière objective, la ceinture industrielle de la capitale concentre plusieurs dizaines de milliers de travailleurs, les Cordons industriels en tant qu’organisations mobilisées ont eu de nombreuses difficultés à rompre leur isolement politique au sein de la « voie institutionnelle » au socialisme et à s’insérer dans leur milieu social.

En nous appuyant sur la distinction classique du marxisme de la « classe en soi » et de la « classe pour soi » ou mobilisée, nous avons ainsi avancé l’idée de « Cordons en soi » qu’il faut distinguer des « Cordons pour soi ». Les premiers existent comme une donnée objective et structurelle au sein des périphéries industrielles des grandes villes (surtout à Santiago) et se développent le long des axes routiers. Ils représentent le territoire – souvent bien délimité – des principales entreprises et de l’habitat ouvrier. Les seconds, les « Cordons pour soi », sont les organisations de luttes créées par la classe ouvrière mobilisée, particulièrement à partir d’octobre 1972. Ils matérialisent des organes d’une dualisation de pouvoir encore embryonnaire et apparaissent comme une réponse politique, impulsée depuis « en bas » par les salariés et les militants les plus radicaux de la gauche chilienne.

**Franck GAUDICHAUD**

*L’« octobre rouge » chilien et la naissance des cordons industriels*, septembre 2013

*Maître de conférences à l’Université de Grenoble 3. Ce texte est tiré de j Venceremos ! Analyses et documents sur le pouvoir populaire au Chili (1970-1973), Editions Syllepse, Paris, 2013.*

## VI. Extrait des “Conférences à l’université Sverdlov sur la libération des femmes” d’Alexandra KOLLONTAÏ

### VIII<sup>e</sup> conférence - Le mouvement féministe et le rôle de la femme travailleuse dans la lutte de classe

(...)

Le mouvement des femmes prolétaires est de toute évidence étroitement et indissolublement lié au reste du mouvement ouvrier dont il est une partie constituante et organique. Nous commettrions la même erreur que les féministes si nous nous obstinions à nier la différence entre les femmes et hommes du prolétariat, si nous affirmions tout simplement qu’ayant un seul et même but - le communisme - ils seraient, du fait de leurs intérêts de classe communs, en parfait accord et en parfaite harmonie. Or, il faut absolument mettre l’accent sur les différences anatomiques de la femme et sur sa capacité à enfanter (cette dernière tâche sociale continuera à lui échoir, même lorsque l’égalité des droits sera définitivement acquise). Le fait que la femme n’est pas uniquement citoyenne et force de travail, mais qu’elle met aussi des enfants au monde, la placera toujours dans une situation particulière. C’est ce que les féministes refusèrent de comprendre. Le prolétariat lui ne peut se permettre d’ignorer cette réalité essentielle lorsqu’il s’agit d’élaborer de nouveaux modes de vie.

Nous allons revenir maintenant au rôle de la femme bourgeoise dans les pays capitalistes et poursuivre notre description du développement du mouvement féministe.

Nous venons de souligner que le capitalisme reproduit en son sein de nombreuses contradictions et antagonismes. La situation actuelle de la femme est l’une de ces contradictions. Cela vaut également pour les femmes de la classe bourgeoise, même si celles-ci continuent pour la majorité d’entre elles à jouer les courtisanes légales et à s’abriter « derrière le dos » de leur mari. Il n’en est pas moins vrai qu’elles sont de plus en plus nombreuses à envahir le marché du travail et que la machinerie compliquée de la production capitaliste a de plus en plus besoin d’elles, tant dans l’administration privée que publique. Cette demande grandissante n’est sans doute pas uniquement à mettre au compte du prix de revient plus bas de la main-d’œuvre féminine par rapport à la main-d’œuvre masculine, mais aussi parce que les femmes sont généralement plus souples et plus

consciencieuses que leurs collègues masculins.

Si la production actuelle dans les grandes entreprises ne peut absolument plus se passer de la force de travail féminine, la société bourgeoise reposant de son côté sur la propriété privée ne peut pas se passer davantage de l’institution de la famille. L’expansion du travail féminin et l’indépendance économique grandissante de la femme contribuent à son émancipation. La famille ne résiste pas à ce processus et se désagrège inexorablement.

La bourgeoisie ou plus précisément le capitalisme attire les femmes hors de leur foyer et les intègre dans la production. Mais la législation bourgeoise refuse en même temps de tenir compte de ce fait nouveau. Le droit bourgeois continue à se baser sur la dépendance de la femme, comme si elle était toujours sous la coupe de son époux « soutien de famille », chargé de défendre au mieux ses intérêts. Cette législation ne permet en aucun cas de considérer la femme comme une personne autonome, elle est et demeure un simple complément et un appendice de son mari. Une situation qui est bien sûr intenable à terme. Des millions de femmes gagnent leur propre subsistance tout en n’ayant aucune possibilité de défendre leurs intérêts face à l’État puisqu’on refuse tout bonnement de leur accorder la plupart des droits réservés aux citoyens masculins.

La lutte pour le droit de vote et de l’éligibilité fut la revendication principale des féministes dans les années 1860.

Les Américaines furent les pionnières de ce mouvement. Elles participèrent activement à la guerre d’Indépendance des États-Unis et luttèrent pour l’abolition de l’esclavage. Cette guerre fut une bataille décisive entre les États féodaux du Sud et les États capitalistes du Nord. Les nordistes remportèrent la victoire, et les États-Unis d’Amérique devinrent un pays où s’épanouirent le capitalisme et l’esclavage salarié. L’esclavage des Noirs fut aboli par un décret. Comme toujours dans ces sortes de conflits sociaux, les femmes participèrent de façon particulièrement active à la guerre civile. La nouvelle Constitution élargit les droits du gouvernement central, et les femmes luttèrent naturellement pour obtenir la satisfaction de leurs revendications. « Si le Noir est reconnu comme un être humain libre et indépendant,

pourquoi la femme, qui a contribué à l’abolition de l’esclavage, serait-elle la seule à ne pas jouir de toute son autonomie devant la loi ? » Cependant, le Parlement bourgeois des États-Unis le Congrès célèbre pour son « amour de la liberté et de la démocratie », se garda bien d’accorder à la femme des droits égaux. Voici donc à quoi ressemblait la situation peu après la fin de la guerre d’Indépendance et elle n’a guère changé de nos jours. Les femmes n’ont toujours pas réussi à obtenir le droit de suffrage au niveau du gouvernement central. Elles ne détiennent celui-ci qu’au niveau des États fédérés.

A la suite des États-Unis naquit en Angleterre un formidable mouvement féministe luttant pour le droit de vote. Les féministes, qui travaillaient maintenant dans toutes sortes de professions libérales, déplacèrent le point de gravité de leur lutte et le reportèrent essentiellement sur le droit de l’éligibilité. C’est sur ce thème que furent fondées toute une série d’organisations féminines. Les féministes de plusieurs pays organisèrent des actions communes et, à partir du siècle dernier, des congrès internationaux de femmes. Elles bombardèrent les parlements bourgeois de pétitions et inondèrent le marché littéraire d’ouvrages, de brochures et de proclamations traitant du droit de vote universel des femmes. Lorsque cette « tactique pacifique » se révéla inefficace, les féministes adoptèrent les méthodes des suffragettes. Les militantes féministes bourgeoises furent très connues dans les premières années de ce siècle et jusqu’à l’éclatement de la Première Guerre mondiale. Il faut cependant mettre l’accent sur le fait que jusque-là, dans les différents pays, ces mêmes féministes ayant affirmé qu’elles représentaient la majorité des femmes dans leur combat pour les droits politiques, lorsqu’elles eurent réellement la possibilité de s’opposer à l’introduction du système électoral des trois classes, acceptèrent celui-ci et permirent que les femmes prolétaires soient spoliées de leur droit de suffrage.

Pendant la Guerre mondiale, les activités des féministes déclinèrent. Dans certains pays, sous la pression des tempêtes révolutionnaires secouant l’Europe après la guerre et en particulier à cause de la Grande Révolution ouvrière russe, la bourgeoisie fut contrainte de céder dans certains domaines. C’est pourquoi, en Angleterre, en Suède et en Allemagne, la bourgeoisie accorda aux femmes leur droit de vote si ardemment désiré, ainsi que la possibilité de participer aux affaires de l’État. On révisa le code du mariage et le droit relatif à l’héritage, et cela de façon à assurer les intérêts de la femme bourgeoise à l’intérieur de la famille. On alla jusque-

là, mais pas plus loin. Par ces réformes, un grand nombre de revendications, que les féministes avaient considérées comme devant résoudre la « question des femmes », furent ainsi satisfaites. Cela nous montre clairement que le problème ne peut pas être réglé par une simple application formelle de l’égalité de droits, mais que toute l’affaire est bien plus étendue et plus complexe.

Dans plusieurs pays bourgeois capitalistes, la femme jouit maintenant des mêmes droits politiques que l’homme. Le droit au travail a, lui aussi, été largement conquis. Dans toutes les nations, les femmes bénéficient de surcroît de la possibilité de poursuivre des études supérieures. Les relations entre l’homme et la femme, parents et enfants, témoignent de l’importance des droits acquis par la femme. Néanmoins, la « question des femmes », la situation de la femme, n’est toujours pas réglée. La reconnaissance formelle de ces droits dans le capitalisme et la dictature bourgeoise ne la dispense nullement de vivre, en réalité, une vie de servante pour sa propre famille, ne lui assure pas davantage de protection contre les préjugés ni les mœurs de la société bourgeoise, ne la libère pas de la dépendance de son mari ni finalement - ce qui est déterminant - de l’exploitation capitaliste.

Le mouvement féministe bourgeois a atterri dans une impasse. Les organisations révolutionnaires du prolétariat sont les seules à indiquer la voie que peuvent emprunter les femmes travailleuses. Mais, au départ, les ouvrières, pas plus que les ouvriers, ne comprirent que l’objectif final du mouvement ouvrier allait amener avec lui la résolution de la « question des femmes ». Ce n’est que peu à peu et grâce à des expériences difficilement acquises que la classe ouvrière prit conscience qu’il n’existait pas au sein du prolétariat de contradictions antagonistes ni de conflits d’intérêts. Déjà, grâce à la mécanisation du travail, les activités qui étaient restées différentes s’uniformisèrent, de sorte que les ouvriers et les ouvrières ont aujourd’hui des intérêts et des buts semblables. Le prolétariat est une unité. Il est une classe qui n’a pas de place pour une guerre entre les sexes, et la libération des femmes fait partie de ses objectifs à long terme.

Le mouvement féministe bourgeois se développa à partir du mot d’ordre : « Égalité des droits ». Le premier mot d’ordre des ouvrières fut : « Droit au travail ». Dans les années 1850, les ouvrières luttèrent pour les revendications suivantes :



1. Accès aux syndicats dans les mêmes conditions que les collègues masculins.
2. A travail égal, salaire égal.
3. Protection du travail féminin (cette revendication apparut à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle.)
4. Protection générale de la maternité.

Aucune de ces revendications n'est en contradiction avec les intérêts de classe du prolétariat, bien au contraire, elles sont typiquement prolétariennes. La lutte pour le droit au travail caractérisait déjà les actions contre les organisations corporatives du XVIII<sup>e</sup> siècle, elle ne fut cependant pas menée exclusivement par des ouvrières, mais par la totalité des ouvriers non qualifiés, hommes et femmes. Il est aussi tout à fait correct de considérer l'affiliation des femmes dans les syndicats comme un devoir de la classe ouvrière. La revendication de salaire égal pour un travail égal a toujours été à la base des luttes salariales de la classe ouvrière et détermina la politique des salaires. Vous devez pourtant tenir compte du fait qu'une classe, peu après sa naissance, ne reconnaît que rarement où se situe son véritable intérêt. L'expérience insuffisante et les fausses perspectives mènent naturellement à commettre de graves erreurs. Mais, grâce à sa propre expérience de lutte, on acquiert une conscience solide et sûre et une maturité de jugement sur le plan politique et social. Avec le développement du travail féminin, le prolétariat rencontra lui aussi ces difficultés avant de prendre position en faveur de ces problèmes. L'histoire du prolétariat fourmille d'anecdotes nous montrant que les ouvrières, à chaque fois qu'elles réussirent à pénétrer dans un nouveau secteur de production, rencontrèrent de grandes difficultés à obtenir de leurs frères de classe un comportement de camarades. Les difficultés des ouvrières étaient bien plus grandes que celles des femmes bourgeoises lorsqu'elles luttèrent pour leur accès aux études universitaires. Dans d'innombrables branches industrielles (par exemple dans l'industrie mécanique, la typographie, etc., employant une main-d'œuvre qualifiée), l'arrivée des ouvrières dans la production fut activement combattue par leurs collègues masculins. De nombreux syndicats stipulaient dans leurs statuts « l'exclusion de la main-d'œuvre féminine non qualifiée, responsable de la dégradation des revenus des ouvriers ». Des syndicats puissants forcèrent les entrepreneurs à renoncer à employer des femmes. Certains groupes de travailleurs furent encore plus extrémistes et interdirent totalement aux femmes d'adhérer à leurs syndicats. Nous devons cependant nous rendre compte que cette situation tragique, menaçante

naturellement pour l'unité de la classe ouvrière, avait des causes compréhensibles. L'insuffisance de la formation professionnelle empêchait les ouvrières d'accéder à certaines branches tout comme les femmes bourgeoises d'exercer des professions libérales. Et les femmes continuent toujours à offrir leur force de travail non qualifiée et donc moins chère. Le problème se posa avec une acuité particulière dans le secteur mécanique. Mais dès que l'on réclamait un savoir professionnel, les femmes n'avaient plus aucune chance. C'est pourquoi le problème de la qualification professionnelle demeure dans le monde entier un terrible handicap pour les femmes, étant donné que, sur ce plan, les choses n'ont guère changé depuis.

Les ouvriers, qui craignaient la concurrence du travail bon marché des femmes, allèrent jusqu'à réclamer des lois limitant le travail des femmes. Lorsque dans les années 1840 apparut un mouvement spontané luttant pour la protection du travail, la revendication des ouvriers portait surtout sur l'indispensable réglementation du travail des femmes et des enfants. La plupart d'entre eux soutinrent naturellement ces revendications, mais pour des raisons qui étaient tout, sauf généreuses. Ils espéraient de cette façon pouvoir limiter la concurrence du travail sous-payé des femmes et des enfants. Les ouvrières, elles, ne cherchèrent jamais à exclure les femmes mariées de la production.

Mais la dynamique des forces productives fut plus forte que la volonté et les souhaits d'individus isolés ou même d'organisations entières. Il n'était plus possible de se passer du travail féminin. Par la suite, les ouvriers reconnurent qu'il ne leur restait pas d'autre solution que de transformer ce concurrent indésirable sur le marché du travail en un allié fidèle dans leur lutte contre le capital. Au lieu d'interdire l'accès des femmes aux syndicats et de les exclure de la production comme c'était le cas jusque-là, ils s'efforcèrent dorénavant de les inclure dans leurs organisations et d'obtenir leur adhésion. Actuellement, les syndicats en Europe, aux États-Unis en Australie et, partiellement, aussi en Asie regroupent des millions d'adhérentes. Les syndicats chinois et indiens restent les seuls à faire preuve de mauvaise volonté à l'égard des femmes. Mais au Japon, les ouvrières sont déjà organisées avec les hommes.

Tant que les syndicats interdirent leur accès aux femmes, celles-ci furent naturellement obligés de créer leurs propres organisations. Les syndicats de femmes réunirent de nombreuses adhérentes, surtout

en Angleterre, mais ils existaient aussi en France, en Allemagne et en Amérique. Toutefois depuis que le mouvement ouvrier a acquis une conscience de classe révolutionnaire, les barrières entre ouvriers et ouvrières se sont écartées, et les syndicats de femmes se fondirent au reste du mouvement ouvrier en un flot puissant et uni.

Le prolétariat commença à reconnaître que la femme avait des droits égaux comme esclave salariée et membre de la totalité de la classe ouvrière. De plus, du fait de sa fonction maternelle, le prolétariat est forcé de défendre les droits de la femme, et cela dans l'intérêt des futures générations. C'est pourquoi il tente actuellement d'obtenir une législation assurant la protection des travailleuses.

Depuis que la classe ouvrière s'est regroupée dans un parti et a commencé à mener une authentique politique de lutte de classes, le besoin des ouvrières d'élaborer leur propre programme de revendications a disparu. « A travail égal, salaire égal » a trouvé une résonance générale. Même les partis socialistes modérés ont intégré dans leur programme la lutte pour la protection du travail des femmes et des enfants. On est cependant forcé de reconnaître que la conquête définitive de l'égalité des droits de la femme et de sa libération n'est pas possible sous le capitalisme. Le problème de la femme ne peut trouver une solution pratique que dans le système de production où la femme est pleinement reconnue comme force de travail utile et nécessaire, ne travaillant pas seulement pour améliorer le bien-être de sa propre famille, mais pour celui de l'ensemble de la société.

La libération définitive et totale de la femme n'est possible que dans le communisme. C'est aussi pourquoi la partie la plus consciente du prolétariat féminin international a rejoint les rangs du parti communiste. Il nous reste maintenant à aborder un fait extrêmement important que nous ne pouvons absolument pas laisser de côté. Alors que la majorité du prolétariat ne reconnut que tardivement la lutte pour la libération de la femme comme faisant partie intégrante de la lutte des classes, l'avant-garde de la classe ouvrière - les socialistes - avaient compris cela dès le départ. Les socialistes utopistes du début du XIX<sup>e</sup> siècle - Saint-Simon, Fourier et autres adeptes - discutaient déjà de la « question des femmes ». Les utopistes ne purent naturellement pas découvrir les véritables raisons de l'oppression de la femme, c'est-à-dire ils étaient incapables de reconnaître que l'esclavage de la femme naquit justement parce qu'elle avait cessé de produire un travail utile et

productif pour l'ensemble de la collectivité. C'est pourquoi ils n'envisageaient pas la solution au problème de la femme par son travail obligatoire pour la société. A leurs yeux, elle demeurait l'épouse ou la compagne, c'est-à-dire d'une manière ou d'une autre l'« amie » de l'homme, et non pas une force de travail productive autonome.

(...)

**Alexandra KOLLONTAÏ**

*Conférences à l'université de Sverdlov sur la libération des femmes, VIII<sup>e</sup> Conférence, Extrait (pages 49-52), 1921*

## VII. “La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne” de Léon TROTSKY

*Allemagne, 1932 : la situation du prolétariat, trahi par ses dirigeants est quasi-désespérée. Trotsky analyse la situation et en déduit les tâches de l'avant garde dans une étude magistrale.*

Du fait de son retard extrême, le capitalisme russe s'est avéré être le maillon le plus faible de la chaîne impérialiste. Le capitalisme allemand apparaît dans la crise actuelle comme le maillon le plus faible pour la raison opposée : c'est le capitalisme le plus avancé dans une Europe qui se trouve dans une situation sans issue. Plus s'affirme le caractère dynamique des forces productives en Allemagne, plus ces dernières étouffent dans le système étatique de l'Europe, semblable au “système” de cages d'une minable ménagerie provinciale. Chaque tournant de la conjoncture place le capitalisme allemand devant les tâches qu'il s'était efforcé de résoudre au moyen de la guerre. Au moyen du gouvernement des Hohenzollern, la bourgeoisie allemande s'apprêtait à “organiser l'Europe”. Au moyen du gouvernement Brüning-Curtius elle a tenté de réaliser... l'union douanière avec l'Autriche. Quelle effrayante réduction des tâches, des possibilités, des perspectives ! Mais il fallut renoncer aussi à cette union. Le système européen a des pieds d'argile. Si quelques millions d'Autrichiens s'unissent à l'Allemagne, la grande hégémonie salvatrice de la France peut s'écrouler. L'Europe et surtout l'Allemagne ne peuvent progresser dans la voie capitaliste. Si la crise actuelle était surmontée temporairement grâce au jeu automatique des forces du capitalisme lui-même - sur le dos des ouvriers - cela impliquerait la renaissance à brève échéance de toutes les contradictions sous une forme encore plus concentrée.

Le poids de l'Europe dans l'économie mondiale ne peut que diminuer. Les étiquettes américaines : plan Dawes, plan Young, moratoire Hoover adhèrent solidement au front de l'Europe. L'Europe est mise à la ration américaine.

Le pourrissement du capitalisme implique le pourrissement social et culturel. La voie de la différenciation systématique des nations, de la croissance du prolétariat au prix d'une diminution des classes moyennes, est barrée. Un freinage ultérieur de la crise sociale ne peut signifier qu'une paupérisation de la petite bourgeoisie et une dégénérescence de couches toujours plus grandes du prolétariat en lumpen. Ce danger, qui est le plus grave, prend à la gorge l'avant-garde allemande.

La bureaucratie sociale-démocrate est la partie la plus pourrie de l'Europe capitaliste pourrissante. Elle a commencé son chemin historique sous le drapeau de Marx et Engels. Elle s'était fixé comme objectif le renverse-

ment de la domination de la bourgeoisie. La puissante montée du capitalisme l'a aspirée et l'a entraînée à sa suite. Au nom de la réforme, elle a renoncé à la révolution, d'abord dans les faits puis en paroles. Kautsky, évidemment, a défendu encore pendant longtemps la phraséologie révolutionnaire, en l'adaptant aux besoins du réformisme. Bernstein au contraire a exigé que l'on renonce à la révolution : le capitalisme entre dans une période de prospérité pacifique, sans crise ni guerre. Prédiction exemplaire. Il peut sembler qu'entre Kautsky et Bernstein, il y ait une contradiction irréductible. En fait, ils se complétaient l'un l'autre symétriquement, comme la botte gauche et la botte droite du réformisme.

La guerre éclata. La social-démocratie soutint la guerre au nom de la prospérité future. Au lieu de la prospérité, ce fut le déclin. Aujourd'hui il ne s'agit déjà plus de faire découler la nécessité de la révolution de la faillite du capitalisme ; ni de réconcilier les ouvriers avec le capitalisme au moyen de réformes. La nouvelle politique de la social-démocratie consiste à sauver la société bourgeoise en renonçant aux réformes.

Mais la déchéance de la social-démocratie ne s'arrêta pas là. La crise actuelle du capitalisme agonisant a contraint la social-démocratie à renoncer aux fruits d'une longue lutte économique et politique et à ramener les ouvriers allemands au niveau de vie de leurs pères, de leurs grands-pères et même de leurs arrière-grands-pères. Il n'y a pas de tableau historique plus tragique et en même temps plus repoussant que le pourrissement pernicieux du réformisme au milieu des débris de toutes ses conquêtes et de tous ses espoirs. Le théâtre est à la recherche du modernisme. Qu'il mette donc en scène plus souvent Les Tisserands de Hauptmann, la plus actuelle de toutes les pièces. Mais que le directeur du théâtre n'oublie pas de réserver les premiers rangs aux chefs de la social-démocratie.

D'ailleurs, ils n'ont rien à faire des spectacles : ils sont arrivés à la limite extrême de leur faculté d'adaptation. Il y a un seuil au-dessous duquel la classe ouvrière d'Allemagne ne peut accepter de descendre pour longtemps. Cependant le régime bourgeois qui se bat pour son existence ne veut pas reconnaître ce seuil. Les décrets d'exception de Brüning ne sont qu'un début pour tâter le terrain. Le régime de Brüning se maintient grâce au soutien lâche et perfide de la bureaucratie sociale-démocrate, qui, elle-même, s'appuie sur la confiance mitigée et maussade d'une partie du prolétariat. Le système des décrets bureaucratiques est instable, incertain et peu viable. Le capital a besoin d'une autre politique plus décisive. Le soutien de la social-démocratie qui ne peut oublier ses propres ouvriers, est non seulement insuffisant pour qu'il puisse réaliser ses objectifs, mais il

commence même déjà à le gêner. La période des demi-mesures est passée. Pour essayer de trouver une issue, la bourgeoisie doit se libérer définitivement de la pression des organisations ouvrières, elle doit les balayer, les briser, les disperser.

Ici commence la mission historique du fascisme. Il remet en selle des classes qui se trouvent immédiatement au-dessus du prolétariat et craignent d'être précipitées dans ses rangs ; il les organise, les militarise grâce aux moyens du capital financier, sous la couverture de l'Etat officiel, et les envoie écraser les organisations prolétariennes, des plus révolutionnaires aux plus modérées. Le fascisme n'est pas seulement un système de répression, de violence et de terreur policière. Le fascisme est un système d'Etat particulier qui est fondé sur l'extirpation de tous les éléments de la démocratie prolétarienne dans la société bourgeoise. La tâche du fascisme n'est pas seulement d'écraser l'avant-garde communiste, mais aussi de maintenir toute la classe dans une situation d'atomisation forcée. Pour cela, il ne suffit pas d'exterminer physiquement la couche la plus révolutionnaire des ouvriers. Il faut écraser toutes les organisations libres et indépendantes, détruire toutes les bases d'appui du prolétariat et anéantir les résultats de trois-quarts de siècle de travail de la social-démocratie et des syndicats. Car c'est sur ce travail qu'en dernière analyse s'appuie le Parti communiste.

La social-démocratie a préparé toutes les conditions pour la victoire du fascisme. Mais par là même elle a préparé les conditions de sa propre liquidation politique. Il est tout à fait juste de faire porter à la social-démocratie la responsabilité de la législation d'exception de Brüning ainsi que la menace de la barbarie fasciste. Mais il est absurde d'identifier la social-démocratie au fascisme. Par sa politique pendant la Révolution de 1848 la bourgeoisie libérale a préparé le triomphe de la contre-révolution, qui, par la suite, réduisit le libéralisme à l'impuissance. Marx et Engels fustigèrent la bourgeoisie libérale allemande, tout aussi violemment que Lassalle et de façon plus approfondie que ce dernier. Mais lorsque les lassalliens mirent dans le “même sac réactionnaire” la contre-révolution féodale et la bourgeoisie libérale, Marx et Engels s'indignèrent à juste titre de cet ultragauchisme erroné. La position fautive des lassalliens les rendit, à certaines occasions, complices de la monarchie en dépit du caractère globalement progressiste de leur travail, infiniment plus important que le travail des libéraux.

La théorie du “social-fascisme” reproduit l'erreur fondamentale des lassalliens sur des bases historiques nouvelles. En collant aux nationaux-socialistes et aux sociaux-démocrates la même étiquette fasciste, la bureaucratie stalinienne est entraînée dans des actions comme le soutien au référendum d'Hitler : cela ne vaut pas mieux que les combinaisons des lassalliens avec Bismarck.

Dans leur lutte contre la social-démocratie, les communistes allemands doivent s'appuyer à l'étape actuelle sur

deux positions distinctes :

a) la responsabilité politique de la social-démocratie en ce qui concerne la puissance du fascisme,  
b) l'incompatibilité absolue qui existe entre le fascisme et les organisations ouvrières sur lesquelles s'appuie la social-démocratie.

Les contradictions du capitalisme allemand ont atteint aujourd'hui une tension telle qu'une explosion est inévitable. La capacité d'adaptation de la social-démocratie a atteint le seuil qui précède l'auto-liquidation. Les erreurs de la bureaucratie stalinienne ont atteint les limites de la catastrophe. Tels sont les trois termes de l'équation qui caractérise la situation en Allemagne. Tout tient sur le fil d'un rasoir.

Lorsqu'on suit la situation allemande dans les journaux qui arrivent avec un retard de presque une semaine, lorsqu'il faut à un manuscrit une nouvelle semaine pour franchir la distance séparant Constantinople de Berlin, et lorsqu'il faut encore des semaines pour qu'une brochure arrive jusqu'au lecteur, on se dit involontairement : est-ce qu'il ne sera pas trop tard ? Et on répond à chaque fois : non, les armées qui participent à ce combat sont trop gigantesques pour que l'on ait à craindre une décision simultanée et foudroyante. Les forces du prolétariat allemand ne sont pas épuisées. Elles ne se sont même pas encore mises en marche. La logique des faits parlera chaque jour de façon plus impérative. Cela justifie la tentative de l'auteur de faire entendre sa voix, même avec un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire de toute une période historique.

La bureaucratie stalinienne a décidé qu'elle accomplirait plus tranquillement son travail, si elle enfermait l'auteur de ces lignes à Prinkipo. Elle a obtenu du social-démocrate Hermann Müller qu'on refuse son visa à... un “menchevik” : le front unique fut à cette occasion réalisé sans hésitations ni atermoiements. Aujourd'hui les staliens déclarent dans les journaux soviétiques officiels, que je “défends” le gouvernement de Brüning en accord avec la social-démocratie qui se démène pour qu'on m'accorde le droit d'entrer en Allemagne. Plutôt que de s'indigner de cette bassesse, il vaut mieux rire de cette stupidité. Mais ne rions pas trop longtemps, car nous avons peu de temps.

Il ne fait aucun doute que l'évolution de la situation démontrera la justesse de ce que nous affirmons. Mais par quelle voie l'Histoire administrera-t-elle cette preuve : par la faillite de la fraction stalinienne ou par la victoire de la politique marxiste ? Toute la question est là. Il s'agit du destin du peuple allemand, et pas seulement de lui.

**Léon TROTSKY**

*Préface de “Comment vaincre le fascisme” : La révolution allemande et la bureaucratie stalinienne, Oeuvres, Janvier 1932*

